

La décroissance : une idée qui progresse ?

Descriptif : La décroissance : une notion subversive dans un monde voué à la consommation sans limite ? Montbougé interroge Jean-Paul Allétru sur cette notion dérangeante.

Afin de poursuivre le débat déjà engagé par Montbougé sur la question écologique [1], nous avons interrogé Jean-Paul Allétru sur la notion intempestive et controversée de décroissance. Jean-Paul Allétru est un des animateurs du groupe local d'ATTAC, un groupe qui organise chaque mois à Montrouge des réunions d'information et de débat sur des thèmes d'actualité. Il est également l'éditeur d'une lettre mensuelle « Citoyens du monde à Montrouge » : tout un programme [2] Ingénieur civil des mines, il est particulièrement sensible aux questions énergétiques et aux menaces que la course à la croissance fait peser sur notre planète.

Montbougé. Il y a un consensus presque unanime dans la classe politique et chez les économistes pour vanter les mérites de la « croissance », pour l'emploi et pour le bien-être des gens. Quelles sont donc les raisons pour critiquer cet objectif d'une croissance continue ?

J-P Allétru. Notre planète n'a pas des ressources naturelles illimitées. L'épuisement du pétrole est annoncé pour bientôt : dès à présent, on en consomme davantage qu'on ne trouve de nouvelles réserves. Gaz naturel, minerais, toutes les ressources non renouvelables sont en quantité finie. Inéluctablement, nous nous rapprochons de leur épuisement. Par ailleurs, le réchauffement de la planète est une réalité, il résulte des activités humaines, et ses conséquences (même si on ne sait pas précisément les prédire) seront catastrophiques. Nous ne pouvons qu'essayer de réduire l'ampleur de ce réchauffement. Ces constats ne sont pas sérieusement contestés, de même qu'il y a consensus pour admettre que notre mode de développement n'est pas généralisable à la planète entière.

Or la classe politique préfère ignorer tout cela : "la maison brûle, mais nous regardons ailleurs", comme l'a dit Nicolas Hulot, formule reprise par Jacques Chirac- qui pourtant lui aussi "regarde ailleurs". Les réponses apportées ou proposées sont loin d'être à la hauteur des enjeux.

Pour chaque élu, les problèmes ne se poseront que bien après la fin de leur mandat... Et les économistes n'ont pas d'outil conceptuel pour prendre en compte le fait que consommer aujourd'hui une ressource fossile, c'est spolier l'humanité de demain. Les raisonnements des économistes sont toujours à court terme.

Mb. Tu es donc un partisan de la décroissance ?

J-P A. Je pense que, malheureusement, tôt ou tard, elle s'imposera à nous.

Yves Cochet, député Vert, a écrit : "la question n'est pas d'être pour ou contre la décroissance. La décroissance va nous être imposée. En 2010, quel gouvernement aura le choix de la croissance ? La vraie question, c'est plutôt : comment faire, dans un tel contexte, pour sauver la démocratie et la solidarité, valeurs humaines fondamentales" [3]. Je reprendrais bien à mon compte ce propos, même si on peut discuter de l'échéance.

Mb. D'où vient cette thèse de la décroissance et en quoi peut-elle être une réponse adéquate à ce constat ?

J-P A. Depuis longtemps, le simple raisonnement conduit à l'idée que la croissance illimitée est une impasse. Dans les années 1970, le Club de Rome a tiré la sonnette d'alarme. Puis on a oublié ces avertissements, et la vie a repris comme avant. Quelques-uns cependant essaient de vivre d'une façon plus respectueuse de l'environnement. Ils jouent un rôle de pionniers, mais cela n'est pas suffisant, il faut que l'ensemble de la société accepte de regarder en face les problèmes.

Il nous faut transformer rapidement et en profondeur nos modes de production et de consommation, pour faire décroître en valeur absolue nos consommations de matières premières et d'énergies non renouvelables : c'est le seul moyen de retarder l'échéance de l'épuisement des ressources, et de limiter le changement climatique.

Mb. Les notions de décroissance et celle de « développement durable » sont-elles différentes ?

J-P A. Le mot durable est aujourd'hui mis à toutes les sauces. Le développement durable, c'est celui qui permet de "répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs" [rapport Bruntland](#). En toute rigueur, un mode de développement qui puise dans le stock des énergies fossiles et des minerais, et qui en spolie donc les générations futures, ne saurait être qualifié de durable.

Certains pensent donc que les mots "développement" et "durable" sont contradictoires. D'autres essaient de faire un distinguo entre développement et croissance, en désignant par le premier terme la possibilité pour tous les habitants de la Terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation.

Le mot d'ordre de décroissance a l'avantage de dénoncer l'hymne à la croissance, entonné de façon irresponsable par la plus grande partie de la classe politique, et par presque tous les économistes ; il a l'inconvénient d'être négatif, et de ne pas mettre l'accent sur ce qui compte : la satisfaction de nos besoins fondamentaux

.Pour ma part, je mettrais plutôt en avant la notion de "développement durable", en y mettant le sens strict que j'ai évoqué. Mais cet objectif de développement durable passe par la décroissance, sinon de notre PIB, du moins des matières premières et des énergies non renouvelables.

Mb. La décroissance ne conduirait-elle pas à une régression du bien-être et ne va-t-elle pas faire de nous un « pays en voie de sous-développement » ?

J-P A. Dans nos sociétés "développées", une bonne partie des activités économiques sont soit inutiles, soit nuisibles. Les trajets quotidiens entre le logement et le travail, par exemple, ne sont pas une source de bien-être, bien au contraire. Autre exemple : « 9000 km, telle est la distance cumulée que parcourent en moyenne une dose de lait, des fruits et des matières plastiques avant d'être transformés en pot de yaourt et atterrir dans votre réfrigérateur » [4].

Nous vivons dans une société de gaspillage. Il est tout à fait possible d'orienter notre économie vers la diminution progressive des ponctions sur les ressources non renouvelables, tout en assurant **l'emploi**, la justice sociale et le bien-être de la population.

Une politique résolue d'économie d'énergies, et de mise en place d'énergies renouvelables, dans les domaines du bâtiment et du transport, nous mettrait en meilleure posture pour affronter l'avenir que la politique de l'autruche aujourd'hui adoptée.

C'est en montrant la voie que nous pouvons rester moteurs devant des pays qui émergent aujourd'hui, comme la Chine et l'Inde. Ainsi le petit Danemark est le premier exportateur mondial d'éoliennes. **Il y a là une formidable réserve d'emplois.**

Mb. Une véritable « révolution culturelle » dans nos habitudes de vie et de consommation ne serait-elle pas nécessaire pour rendre acceptable cette décroissance ? Par exemple ne faudrait-il pas réduire la place de la publicité qui est à la fois un instrument de rêve, un pousse à la consommation et une forme de gaspillage ?

J-P A. Oui. Il ne faut pas tout attendre des dirigeants politiques (même si nous devons exercer une pression sur ceux-ci). Chacun d'entre nous a un rôle à jouer, pour prendre conscience des problèmes, et modifier nos comportements. Par exemple, puisque l'été approche, sur notre façon de choisir nos vacances ...

Nous subissons la pression de la publicité, qui façonne à notre insu notre façon de voir le monde. Cette puissance de la publicité devrait être contrebalancée par un poids au moins équivalent de « communication citoyenne ».

Mb. La thèse de la décroissance n'est-elle pas une vision pessimiste qui s'accompagne d'un rejet du progrès technique ?

J-P A. Il ne s'agit pas de rejeter le progrès technique. Mais il ne peut pas tout. Il ne peut rien au caractère inexorable de l'épuisement des ressources naturelles. Les télécommunications, par exemple, peuvent aider à économiser l'énergie en évitant des déplacements. La connaissance de la science écologique peut aider à produire des aliments sains. Ce n'est pas de moins de science que nous avons besoin, mais de plus de science.

Mb. Inversement, la science n'est-elle pas l'élément décisif de ce « principe de domination » sans limite qui guide les sociétés modernes ? Ne faut-il pas mettre la science sous contrôle ?

J-P A. Laissons la science aller toujours plus loin dans la compréhension que nous avons du monde. Mais nous avons besoin de plus de démocratie, pour décider collectivement du monde vers lequel nous voulons aller, et en particulier de l'usage qui peut et doit être fait des découvertes scientifiques.

Mb. La décroissance est peut-être soutenable pour les pays riches, mais peut-elle s'appliquer aux pays pauvres ? Ne risque-t-elle pas de leur être fatale alors que les besoins primaires ne sont pas encore satisfaits ?

J-P A. Si on laisse faire le marché, ce sont les pays les plus pauvres qui seront les plus pénalisés par la hausse du prix du pétrole, de l'acier, etc. Il faudrait que les Nations Unies organisent la répartition des ressources en énergie à un coût raisonnable.

L'épuisement prévisible des ressources fossiles et le réchauffement climatique nécessitent que l'on raisonne en termes de biens mondiaux, particulièrement pour l'eau et pour l'énergie.

Le mot d'ordre de décroissance pour les pays les plus pauvres serait un non-sens, et même une provocation. L'objectif est bien que les besoins primaires - l'eau potable, une alimentation équilibrée, la santé, l'éducation - soient satisfaits pour toute la population mondiale.

Ce but doit être recherché sans pour autant puiser dans les ressources épuisables du sous-sol. Nos pays développés ont à donner l'exemple d'un mode de développement économe - et faire la preuve que cela n'est pas antinomique avec l'amélioration du bien-être.

Mb. Dans l'hypothèse où l'on adopte le programme de décroissance, que peut faire un pays isolé dans le contexte d'une économie mondialisée et de la domination de l'idéologie néo-libérale, qui vont à l'encontre de ce programme ?

J-P A. Tout pays qui prendra la voie d'un développement plus économe en ressources - dans les domaines du logement et du transport, **par exemple**, sera mieux en mesure de faire face aux problèmes qui peu à peu vont se poser.

Ce pays pourra intervenir, dossier à l'appui, dans toutes les instances internationales (Europe, ONU, OMC) et interpeller l'opinion. Il y a déjà une prise de conscience internationale des questions soulevées : les accords de Kyoto en portent témoignage [5]. La France, quant à elle, est en retard par rapport à de nombreux pays européens sur le développement des énergies renouvelables.

Mb. La question de l'épuisement des ressources ne conduit-elle pas notre monde à plus de tensions et mêmes de guerres ? Es-tu d'accord avec Serge Latouche qu'un changement de mode de production et de consommation est indispensable pour préserver la démocratie et éviter les dérives autoritaires [6] ?

J-P A. Il est certain que l'une des causes des conflits les plus récents, et pas la moindre, c'est la volonté de maîtriser l'approvisionnement en pétrole. Les tensions ne peuvent que s'exacerber avec la raréfaction. C'est vrai : derrière tout cela, la démocratie est en jeu.

Mb. J'ai lu récemment qu'il y a un projet novateur de construire une école « zéro énergie » à Limeil-Brevannes [7], une école qui produit autant et même plus d'énergie qu'elle n'en consomme, en n'utilisant que des énergies renouvelables. N'est-ce pas une solution d'avenir ?

J-P A. Oui. Et plus près de nous, dans notre département, à Nanterre, la municipalité s'est engagée dans un programme de lutte contre le changement climatique, et a obtenu de premiers résultats (réduction en deux ans de plus de 10% de la consommation d'énergie pour les locaux

municipaux). Il y a certainement beaucoup à faire, et sans attendre, à commencer par les bâtiments publics ...

Mb. En allant au plus proches, quelles sont trois mesures qu'on pourrait appliquer immédiatement à Montrouge pour répondre au projet de décroissance - ou plus modestement de « développement durable » ?

J-P A. Imposer de nouvelles dispositions réglementaires en vue d'économies d'énergie, pour les nouvelles constructions. Recruter des "économistes de flux" (pour aider entreprises, collectivités et particuliers à maîtriser leurs flux d'eau, d'énergie et de déchets) Développer de façon conséquente les "hôtels d'entreprises" de façon à réduire les trajets domicile-travail pour la population. [8]

Notes :

[1] Voir aussi ce mois-ci l'article [Une semaine de 2 jours. Durab ! Durab !](#) par Franck.

[2] ATTAC : *Association pour la Taxation des Transactions Financières et l'Aide au Citoyen*, une association indépendante des partis politiques. Contact pour le groupe local : Jean-Paul Allétru tél : 01 47 35 79 27 jean-paul.alletru@wanadoo.fr. Lettre mensuelle [Citoyens du monde à Montrouge](#).

[3] *Politis* le 17 février 2005

[4] d'après *Le Monde* (11-12 juin 2006) dans un article intitulé « Réinventer la mondialisation ».

[5] Adopté en 1997, le protocole de Kyoto prévoit une réduction de l'émission des gaz à effet de serre de 5% à l'horizon 2010 par rapport au volume émis en 1990, pour les pays développés. Les Etats-Unis, principaux responsables des émissions de CO2 dans le monde, ont refusé d'adopter le protocole.

[6] Serge Latouche . *Ecofascisme ou écodémocratie* dans *Alter-démocratie, alter-économie* Revue du MAUSS Second semestre 2005. Voir aussi [Pour une société de décroissance](#).

[7] Voir le site de la municipalité de [Limeil-Brevannes](#). Isolation, éclairage naturel, pompe à chaleur, capteurs solaires, panneaux photovoltaïques sont quelques-uns des moyens utilisés. Le surcoût à la construction est d'environ 1/3. Crédit photo : voir Note 8.

[8] ICONOGRAPHIE. On trouve encore (ou de nouveau ?) quelques potagers à Montrouge, invisibles du passant : rue Sadi carnot, rue Louis Rolland par exemple.

Sur une maison individuelle, rue Victor Hugo : des capteurs solaires pour l'eau chaude ; des panneaux photovoltaïques : le surplus d'électricité est vendu à EDF. Un cas unique à Montrouge ? Nous posons la question.

Ecole verte à Limeil-Brevannes. Visuel du cabinet d'architecte GOLDSTEIN ©, la configuration du bâtiment évoluera.